

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Congrès de Dijon du Parti socialiste

Intervention de Gérard Filoche

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mardi 20 mai 2003

Démocratie & Socialisme

Je défends devant vous la motion C du Nouveau parti socialiste, qui se veut aussi pour un grand parti socialiste.

En France 5 % de la population possède 50 % du patrimoine. C'est parce que nous n'avons pas suffisamment réduit les inégalités et redistribué les richesses que nous avons perdu le 21 avril 2002. Nous y avons perdu l'essentiel de notre base populaire, les salariés qui représentent 88 % de la population active. Et depuis, le gouvernement Chirac-Raffarin ne fait évidemment qu'aggraver les choses. Alors que la France n'a jamais été aussi riche, qu'elle est la quatrième puissance industrielle du monde, Raffarin, Fillon, le Medef s'attaquent à nos retraites, à notre sécurité sociale, à notre école publique, à nos emplois, et à nos salaires. Ils veulent encore plus augmenter les profits du capital au détriment de l'immense majorité des travailleurs. Raffarin et Fillon veulent conduire ici une politique à la Margaret Thatcher, dans notre pays, et ne pas laisser une pierre de l'édifice de nos conquêtes sociales : ni les 35 h, ni les emplois-jeunes, ni la loi de modernisation sociale, ni l'Apa, ni la Cmu, ni le Rmi. Ils remettent tout en cause. Si par malheur, ils y arrivaient, ils droitiseraient la société française et c'est l'alternance qui s'éloignerait. L'extrême droite proliférerait sur l'accroissement de la misère sociale.

Nous sommes, avec les 2 millions de manifestants du 13 mai, devant un choix de société : soit pour une société solidaire, ou soit pour une société individualiste ultra libérale. Avec la gauche, certes, on n'a pas eu tout ce qu'on voulait, mais avec la droite, on a eu tout ce qu'on ne veut pas. Les Français l'ont compris, et c'est pourquoi ils manifestent en ce moment plus nombreux qu'en, novembre-décembre 1995.

En novembre-décembre 95, Alain Juppé avait dit : « S'il y a 2 millions de manifestants, je retire mon projet ». Il y en a eu 2 millions et il a dû reculer, et même dissoudre l'Assemblée. C'était ce qu'on a appelé « le Juppéthon ». Maintenant nous avons le « Raffinthon » ? Cela a commencé avec le refus des salariés d'Edf ; cela s'est poursuivi dans l'unité syndicale le 1er février avec 400 000 manifestants. Le 3 avril, malgré la défection de M. Chérèque, il y eu davantage de manifestants : 580 000, dans 127 cortèges, avec un soutien de 72 % des Français dans les sondages.

Le 1er mai, il y a eu 300 000 personnes, le double des défilés ordinaires. Et depuis le 6 mai, les grèves s'étendent et se reconduisent dans l'éducation nationale, la Ratp ; la Poste, et les entreprises privées. Le 13 mai, c'était bel et bien 2 millions de salariés dans la rue, et plus que le 12 décembre 1995. Et après-demain le 19 et le 20 mai, il y a d'autres journées d'action et de grèves. Le 25 mai, il y aura une montée géante sur Paris, mes chers camarades, la TGM, la Très Grande Manifestation. Et si Raffarin et Fillon s'entêtent au Conseil des ministres du 26 mai, nul ne peut leur prédire l'ampleur de la manifestation qu'ils déclencheront à ce moment-là.

C'est bien que notre congrès se tienne au coeur d'un tel mouvement social. C'est ça la gauche vivante en reconquête. Lier notre parti avec ce mouvement social est vital. Avec les millions de français qui luttent contre Raffarin, nous devons exiger le retrait du plan Fillon et lui proposer une alternative. Nous devons tous ensemble, appeler à la montée sur Paris le 25 mai, et nous devons, chers camarades, refuser l'allongement des annuités de cotisation de 37,5 annuités à 40 annuités pour les fonctionnaires et de 40 à 42 ans pour le privé, parce que c'est une proposition qui remet de facto en cause la retraite à 60 ans à taux plein et qui rétablirait la retraite à 65 ans.

On a quatre raisons pour s'y opposer :

1°) Cela allongerait la durée du travail sur la vie plus que ce que nous l'avons réduite sur la semaine avec les 35 h. Ce serait 80 milliards d'heures de travail que les jeunes n'auront pas. Cela creusera le chômage et si cela fait plus de chômage, il y aura moins de cotisations, et s'il y a moins de cotisations, cela sera moins bon pour les retraites par répartition et donc cela poussera aux solutions individuelles de capitalisation.

2°) La deuxième raison, c'est que la moyenne réelle de la durée du travail des Français sur la vie est de 37 ans. Les

faire cotiser 40 et 42 ans, c'est créer une trappe de pré-retraite, de fins de droits, de pauvreté. Et faire cotiser 40 à 42 ans, c'est une hypocrisie monstrueuse alors que deux sur trois arrivent déjà à 60 ans sans être en activité, licenciés ou exclus.

3°) La troisième raison : la prétendue retraite « à la carte » est le choix le plus cruel, c'est un piège ! C'est le choix entre « s'user davantage ou vivre moins bien le reste de son âge » . Pourra voir une meilleure retraite, vous travaillerez plus longtemps, mais vous mourrez plus tôt. L'espérance de vie dont on parle tant, reculera.

4°) La quatrième raison, c'est que les années de travail entre 60 et 65 ans, elles comptent double. Ce sont les plus pénibles au travail, et les meilleures de la retraite. Et c'est celles-là qu'ils veulent amputer.

Alors avec les français, exigeons le maintien de la retraite à taux plein. Liez sur mes lèvres : « à taux plein ». Pas seulement à 60 ans. Une vraie retraite, décente. Avec les Français, on doit exiger le retrait des mesures Balladur, retour au calcul sur les 10 meilleures années, 765 % de taux de remplacement garanti, et avec les Français, c'était dans le programme de Lionel Jospin en juin 1997, on doit exiger l'indexation des retraites sur les salaires, parce qu'il faut dire, sinon, aux retraités clairement une chose : c'est que si elles restent indexées sur les prix, alors ils n'auront plus d'augmentation jusqu'à leur mort.

- ▶ 37,5,
- ▶ 75,
- ▶ 10,
- ▶ 60 à taux plein,
- ▶ indexées sur les salaires : ce sont les mots d'ordre des Français.

Et il y a la solution du Conseil d'orientation des retraites : augmenter de 3 % les cotisations sociales, notamment les cotisations patronales. Puisque Raffarin veut parler d'effort partagé, que donc les patrons, les employeurs et les actionnaires mettent la main à la poche pour pouvoir payer les retraites !

C'est ça l'effort partagé ! Et cela représente seulement 0,3 % du Pib. C'est un choix de société : protection sociale d'abord ! On reconstruira comme ça la gauche, le parti, tous ensemble !

(Applaudissements)